

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 29/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RACINE

50 rue Ernest Renan
69120 Vaulx-en-Velin

Références : UD-R-23-SSDAS-129-ACA
Code AIOT : 0006103805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2023 dans l'établissement RACINE implanté Chemin des pépinières 69150 Décines-Charpieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société Racine le vendredi 11 août suite à l'incendie qui s'est déclenché dans la zone de criblage du bois le mercredi 9 août au soir. La zone impactée par l'incendie est d'environ 10 000 m² (le site représente une surface de 20 hectares). Le jour de la visite, les services d'incendie et de secours étaient encore en intervention, ils ont pu quitter le site le vendredi 11 août en fin d'après-midi.

Chronologie et descriptif de l'événement

Le mercredi 9 août 2023, l'activité sur le site s'est terminée vers 17h15, le dernier opérateur présent sur le site est parti vers 18h.

La caméra (non thermique) située à proximité de l'incendie a permis de déterminer le départ de celui-ci à 18h56 dans la zone bois énergie où se trouve le cribleur. Il y a d'abord eu une détection de

fumées noires puis de flammes à 18h58.

A 19h07, le directeur du site est informé de l'incendie par un collègue, à 19h10 le directeur contacte le SDMIS, qui avaient déjà été informés par la police municipale. Une première équipe de pompiers arrive à 19h15 et une seconde à 19h28. L'incendie s'est propagé uniquement à des stockages de bois non traité (bois de palette à broyer). L'incendie a démarré sur une surface enrobée et s'est propagé en direction du sud sur une zone de terre stabilisée.

A première vue, les dégâts engendrés par l'incendie concernent le cribleur, le bois brûlé, l'enrobé et potentiellement les eaux d'extinction d'incendie. L'origine de l'incendie, criminel ou accidentel, n'est pas connu. Une expertise incendie a eu lieu le vendredi 11 août après-midi. Il semblerait que l'incendie ait démarré au niveau de l'installation de criblage. L'exploitant a indiqué d'une part que des consignes étaient instaurées concernant le nettoyage du poste de travail en fin de journée, d'autre part qu'il n'y avait pas de contrat d'entretien de cette machine mais qu'une vérification périodique était effectuée. L'alerte a été donnée par un membre de la société qui a contacté la police municipale, qui a, à son tour a alerté le SDMIS. Les pompiers n'ont pas pu rentrer immédiatement sur le site par le chemin des Pépinières, le portail d'accès leur a été ouvert par la police municipale.

Un deuxième accès est possible par le chemin communal, un tronc barre la route afin d'empêcher les vols de matériels. L'exploitant a précisé que les pompiers ont pu circuler aisément sur le site. L'exploitant a également informé l'association Ensima (participante au comité de suivi sur la gestion des odeurs engendrées par l'activité du site), le service rejets non domestiques du Grand Lyon, les locataires de l'Ecopole, et les clients, l'Association syndicale autorisée d'irrigation de Vaulx-en-Velin (ASA), les maires des communes de Décines-Charpieu et Vaulx-en-Velin et la DREAL. L'exploitant n'a pas informé la préfecture du Rhône, l'astreinte DREAL, les services routiers/autoroutiers ni EDF (présence de lignes haute tension). La DREAL a été informée le jeudi matin.

Globalement, la chaîne d'alerte et d'information est à améliorer et à spécifier selon la survenue d'un accident en heures ouvrées ou non.

A leur arrivée, les pompiers se sont branchés sur un des 4 poteaux incendie présents sur le site ainsi que sur un poteau extérieur au site, situé à 900m. L'exploitant a contacté dans les premières heures l'ASA afin de pouvoir bénéficier d'un débit maximal sur les poteaux incendie du site en arrêtant provisoirement d'arroser les champs à proximité. Ce qui a permis d'obtenir un débit de 280m³/h sur le poteau incendie interne. Vers minuit, les pompiers se sont branchés au bassin de rétention n°4 afin d'y pomper l'eau. A noter que le bassin de rétention n°3, à proximité, est connecté avec le n°4.

Les bassins 1 et 2 n'ont pas été utilisés ni impactés. Les pompiers ont arrêté de pomper dans le réseau jeudi 10 août matin en utilisant uniquement l'eau des bassins de sorte que l'arrosage fonctionne en circuit fermé.

L'exploitant a indiqué que depuis le départ de l'incendie vers 19h le mercredi 9 août, le personnel de l'entreprise (chauffeurs et opérateurs) se sont relayés en continu pour accompagner les services d'incendie et de secours dans leur intervention. L'exploitant dispose de 5 sondes de température mobiles, le report de température a lieu notamment sur le téléphone du responsable du site, une alarme est envoyée lorsque la température atteint les 85°, l'exploitant ajoute que la température normale relevée dans les tas de déchets de bois/végétaux est de 55-65°. Suite au départ de l'incendie, des sondes ont été placées dans les tas en combustion, ce qui a permis de surveiller la combustion des tas. Les chauffeurs ont agrandi l'espace afin d'éviter que le feu ne progresse sur les tas voisins. L'exploitant a précisé que les merlons en terre ont également permis de contenir l'incendie. Toutefois, constatant la difficulté à éteindre l'incendie, il a été décidé d'étaler les tas en

combustion dans le champ voisin situé au nord est et jouxtant le lieu de l'incendie. Les tas de déchets de bois ont été étalés sur une surface de 10 000m². Par ailleurs, les pompiers ont fait couper la circulation entre le rond-point et le pont situés à proximité du chemin des Pépinières durant la première nuit.

L'Inspection s'est rendue sur le site le vendredi matin, l'incendie était maîtrisé et le SDMIS envisageait de quitter le site dans l'après-midi, dès que l'exploitant serait autonome pour arroser les tas qui nécessitaient encore une surveillance, a minima pendant le week-end. L'exploitant a tenu informé l'Inspection de la continuité de surveillance qu'il a mis en place durant tout le week-end et transmis des photographies du système d'arrosage installé suite au départ des pompiers à 16h30. La quantité d'eau utilisée durant le week-end a été estimée à 1000 m³, quasiment toute l'eau a été absorbée par les tas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RACINE
- Chemin des pépinières 69150 Décines-Charpieu
- Code AIOT : 0006103805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Racine exploite, aux lieux-dits "Le Machet" à Décines-Charpieu et "L'Epi" à Vaulx-en-Velin, des installations de compostage de matières végétales ou de déchets verts et de fabrication de support de culture.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2016 modifié réglemente l'ensemble des activités exploitées par la société RACINE.

Le thème de visite retenu est le suivi de la gestion de l'incendie survenu le 9 août 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Pollution susceptible d'être générée suite à l'accident	Article 7.2.3 de l'arrêté ministériel du 23/11/11 et article 18.4.2 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de détection incendie et accessibilité du site	Article 4.2 de l'arrêté ministériel du 23/11/11 et article 26.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Etat des stocks et hauteurs d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49, article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Consignes d'exploitation – mode dégradé	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 29.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 25.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 29.3 et 29.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le SDMIS et l'exploitant se sont accordés sur la bonne communication et mobilisation des différents intervenants durant la gestion du sinistre. La bonne circulation sur le site, l'accessibilité des moyens internes en eau (bassins, poteau incendie), l'isolement des eaux d'extinction dans les bassins ont permis de gérer au mieux l'incendie et ses conséquences. Toutefois, de nombreux éléments sont à améliorer/mettre en place dans la gestion d'un accident hors heures ouvrées afin notamment que les services d'incendie et de secours puissent intervenir dans les meilleures conditions et les délais les plus courts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020 article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection a rappelé à l'exploitant l'obligation de transmettre un rapport d'accident dans les 15 jours suivants l'événement. Demande n°1 : sous 15 jours après l'accident, l'exploitant transmet la fiche de notification d'accident. Cette fiche sera accompagnée du plan d'actions issu du retour d'expérience fait par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : pollution susceptible d'être générée suite à l'accident

Référence réglementaire : article 7.2.3 de l'arrêté ministériel du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 et article 18.4.2 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).
Les déchets susceptibles d'être à l'origine de dégagements gazeux doivent être stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression est créée, associée à l'aspiration de l'air du bâtiment, Un traitement de l'air vicié devra être opéré avant tout rejet à l'atmosphère. La durée de stockage de ces déchets ne doit pas dépasser une semaine.

<p>La durée d'entreposage des autres déchets sur l'installation ne dépasse pas un an.</p> <p>L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</p> <p>-----</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé par courriel du 16 août 2023 que l'incendie avait démarré sur une surface enrobée et s'était propagé en direction du sud sur une zone de terre stabilisée.</p> <p>Le SDNIS a précisé que les eaux d'arrosage des tas étaient sans additif. La quantité d'eau du réseau public utilisée durant les premières heures de l'incendie est estimée à 2000 m³. Les bassins 3 et 4 d'un volume de 1764 m³ étaient pleins. La vanne d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées par rapport au réseau public est située au sud du bassin n°1, elle est en position fermée par défaut. La vanne est ouverte en cas de fortes pluies. L'exploitant précise que les zones nord et sud du site sont isolées. La zone sud n'a pas du tout été impactée par l'incendie (bassins, plateforme, ...).</p> <p>Demande n°2 : sous 15 jours, l'exploitant informe l'Inspection de l'état de la zone non imperméabilisée sur laquelle l'incendie s'est propagé et prévoit une dépollution de la zone le cas échéant.</p> <p>Demande n°3 : sous 15 jours, l'exploitant procède à l'analyse des eaux des bassins 3 et 4. Les résultats sont transmis à l'Inspection. Selon les résultats et avec l'accord du Grand Lyon, les eaux sont rejetées dans le réseau public ou évacuées en déchet (le cas échéant, le BSD est transmis à l'Inspection). L'exploitant précisera la quantité d'eau évacuée ou rejetée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : moyens de détection incendie et accessibilité du site

<p>Référence réglementaire : article 4.2 de l'arrêté ministériel du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 et article 26.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.</p>

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de matériels de protection adaptés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier "installations classées".

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement.

Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'établissement pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

Constats :

L'incendie qui s'est déclaré sur le site de Racine le mercredi 9 août 2023 a été signalé par un témoin extérieur.

Les caméras sur le site ont permis de déterminer a posteriori l'heure de départ et la localisation exacte de l'incendie, à savoir à proximité du cribleur de déchets de bois.

L'alerte a été donnée par un membre de la société qui a contacté la police municipale, qui a, à son tour, alerté le SDNIS. Les pompiers n'ont pas pu rentrer immédiatement sur le site par le chemin des Pépinières, le portail d'accès leur a été ouvert par la police municipale.

Un deuxième accès est possible par le chemin communal, un tronc barre la route afin d'empêcher les vols de matériels.

Demande n°4 : l'exploitant a installé plusieurs caméras 360° avec report d'image sur les téléphones. Ce système ne permet pas de détecter précocement le départ d'un incendie.

L'exploitant étudie la mise en place d'un système de surveillance de l'installation 24h/24h.

<p>Demande n°5 : le site doit être en permanence accessible pour l'intervention des services de secours et d'incendie. Sous trois mois, l'exploitant justifie que le site est immédiatement accessible hors heures ouvrées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Etat des stocks et hauteurs d'entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et article 25.1 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et hauteurs d'entreposage des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>-----</p> <p>(...)</p> <p>Le terrain sur lequel sont répartis les différents stockages est quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant la limitation de la propagation de l'incendie ainsi que l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie. Les zones de stockage des matériaux combustibles seront limitées à une hauteur maximum de 3 mètres, à l'exception de la zone de stockage et chargement de compost fini qui est limitée à une hauteur de 4 mètres.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que le tas de déchets de bois à broyer qui a brûlé atteignait une hauteur de 3 à 4 m. L'Inspection rappelle que la hauteur maximum autorisée pour l'ensemble des tas de déchets, hormis la zone de stockage et chargement de compost qui est limité à 4m, est de 3 mètres.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer la quantité de déchets en combustion. Il explique qu'un inventaire est réalisé chaque fin de mois et qu'il peut estimer la quantité de déchets qui a subi l'incendie avec les apports depuis le 1er août.</p> <p>L'exploitant a expliqué par ailleurs qu'une partie du bois exposé à l'incendie n'a pas été brûlé et que peut-être du bois brûlé pourra tout de même être valorisé en filière bois-énergie.</p> <p>Demande n°6 : sous trois mois, l'exploitant met en place un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents doivent être facilement accessibles et</p>

tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Demande n°7 : sous un mois, l'exploitant précise les quantités de déchets brûlés / non brûlés, leurs destinations et transmet les BSD le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation – mode dégradé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation – mode dégradé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en conditions d'exploitation normale, - en périodes de démarrage, - en périodes d'arrêt, - en conditions dégradées, - en périodes de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, - de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et que le site de l'installation ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats : Compte-tenu de l'ampleur de l'événement en termes d'emprise au sol et de dégâts matériels, l'exploitation d'une partie de l'activité du site sera en mode dégradé.</p> <p>L'exploitant a évoqué plusieurs solutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déplacer la zone de réception des déchets de bois vers la zone de réception des déchets verts- intensification de l'utilisation du cribleur/broyeur utilisé pour la fabrication du compost - location d'un autre cribleur - sans perte de qualité et dans le respect de la réglementation, diminuer la durée de compostage <p>Demande n°8 : sous un mois, l'exploitant transmet la procédure établissant le nouveau fonctionnement du site compte-tenu du sinistre ainsi que les consignes spécifiques (process, affichage, circulation, réception, utilisation des machines, etc.)</p> <p>Une communication sera réalisée auprès de l'ensemble du personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 29.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles comprennent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de - l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître le date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit un document commun à tout l'Ecopole concernant les procédures de sécurité. L'Inspection dispose de ce document dont la dernière mise à jour date du 29 janvier 2015. Ce document comporte notamment les consignes en cas d'incendie en heures ouvrées, les numéros d'urgence et les contacts à informer.</p> <p>Le document doit être mis à jour suite à l'incendie, doivent notamment être ajoutés :</p> <ul style="list-style-type: none">- numéros des contacts à modifier- informations relatives à la vanne d'isolement sur la procédure en heures ouvrées (localisation, personnes référentes, ...)- production d'une procédure de gestion de l'accident hors heures ouvrées (accessibilité, surveillance, chaîne d'alerte, ...) <p>Ainsi que toute information pertinente retirée du retour d'expérience.</p> <p>A noter qu'il peut être nécessaire de réviser voire mettre en place l'affichage des consignes de sécurité, notamment concernant la vanne d'isolement.</p> <p>Il apparaît également opportun de mettre à disposition des services d'incendie et de secours un ensemble de documents, pour certains réglementairement obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none">- état des stocks- plan de localisation des risques

<ul style="list-style-type: none"> - plan des locaux et stockages avec la quantité maximale susceptible d'être présente- plan des réseaux et notamment les connexions entre les bassins, la vanne d'isolement, la location des poteaux incendie, etc. - plan d'intervention- consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux - tout autre document pertinent <p>Demande n°9 : sous deux mois, l'exploitant met à jour les consignes de sécurité liée à la gestion d'un incendie. Ces consignes comprennent notamment la chaîne d'alerte et d'information en heures ouvrées et hors heures ouvrées en cas d'accident/incident. Il serait par ailleurs, opportun d'étudier la mise en place d'un système d'astreinte.</p> <p>Sous trois mois, l'exploitant justifie de la mise à disposition des documents obligatoires et pertinents qui doivent être tenus à la disposition des pompiers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 25.9
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ; – le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au chapitre .</p> <p>Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance</p>

<p>d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la sécurité des personnes dans l'environnement.</p> <p>Elle doit notamment comporter :</p> <p>toute information utile sur les produits manipulés et les risques qu'ils présentent ;</p> <p>les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;</p> <p>des exercices périodiques de simulation d'application des consignes prévues dans le présent arrêté.</p> <p>Le personnel est formé à la lutte contre l'incendie en 1ère intervention et au maniement des moyens en place. Il pourra immédiatement mettre en œuvre les moyens de lutte anti-incendie comme les extincteurs ou les RIA. Une formation annuelle spécifique de maniement de ces équipements est dispensée à l'ensemble du personnel permanent avec exercices périodiques. Des exercices sont organisés périodiquement en liaison avec les services d'incendie et de secours. Le responsable de l'établissement veille à la formation de son personnel en respectant les échéances des formations initiales et des recyclages. Toute formation est tracée par l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'Inspection n'a pas interrogé l'exploitant sur le suivi des formations reçues par le personnel, la réalisation régulière d'exercices incendie, la mise en place de points d'information sur les bonnes pratiques, etc.</p> <p>Demande n°10 : sous un mois, l'exploitant transmet le document de suivi de l'ensemble des formations et des exercices périodiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan de localisation des risques comportant la quantité maximale de produit susceptible d'être présente. Les risques identifiés sont l'incendie et la</p>

présence d'engrais.

Demande n°11 : l'exploitant doit préciser le risque lié à la présence d'engrais et la quantité maximale d'engrais susceptible d'être présente sur le site. Les zones doivent être matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. Par ailleurs, conformément à l'article 26.5 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2016, ce plan comportera également les équipements d'alerte et de secours, le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons presseurs à utiliser en cas de dysfonctionnement. Ce plan est tenu à disposition des services d'incendie et de secours.

Sous trois mois, l'exploitant transmet un plan de localisation des risques actualisé et justifie de la signalisation de ces risques sur le site. Ce plan doit être tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, articles 9.2 et 29.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer dans les conditions suivantes :

- en conditions d'exploitation normale,
- en périodes de démarrage,
- en périodes d'arrêt,
- en conditions dégradées,
- en périodes de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané,

de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et que le site de l'installation ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, etc) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a indiqué d'une part que des consignes étaient instaurées concernant le nettoyage du

poste de travail en fin de journée, d'autre part qu'il n'y avait pas de contrat d'entretien de cette machine mais qu'une vérification périodique était effectuée.

L'exploitant a indiqué que les bassins étaient curés une fois par an, l'étanchéité est alors contrôlée visuellement. Les déchets issus du curage sont valorisés en interne. Le bassin n°3 a été nettoyé mi-juillet. Les bassins doivent être rendus étanches à l'aide d'une membrane en PEHD et d'un ouvrage de fond en béton. Une incertitude sur la présence d'un ouvrage béton pour le bassin n°3 nécessite un contrôle de la part de l'exploitant. Lors de la visite, le bassin n°1 comportait une quantité importante de vase ainsi que des déchets végétaux. L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé lors de la visite l'ensemble des documents attestant du contrôle périodique des installations de sécurité.

Demande n°12 : l'exploitant transmet sous deux mois, les éléments justifiants des vérifications régulières effectuées sur le cribleur ainsi que les consignes liées au poste de travail de la zone criblage.

Demande n°13 : sous un mois, l'exploitant transmet le document de suivi du nettoyage des bassins. Par ailleurs, l'exploitant vérifie la présence d'un ouvrage béton pour l'ensemble des bassins.

Sous deux mois, l'exploitant transmet une photographie attestant du curage du bassin n°1. Enfin, l'exploitant précise la destination exacte des déchets de curage des bassins sur le site. En effet, ce type de déchet n'est pas autorisé sur l'installation de compostage et l'installation de production de biomasse énergie (cf. article 30.2.3 de l'arrêté préfectoral 26/12/2016).

Demande n°14 : l'exploitant transmet sous deux mois, les derniers rapports de contrôle des installations suivantes de 2023 :

- poteaux incendie- extincteurs et RIA- trappes de désenfumage- système de détection incendie- installations électriques- séparateur hydrocarbures (BSD)
- vanne d'isolement- vérification des installations de protection contre la foudre- bassins : étanchéité (à programmer si non vérifiée), interconnexions, alarme de niveau

Le cas échéant, l'exploitant apporte les éléments justifiants des actions correctives mises en place/réparations effectuées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le 24 janvier 2023, l'exploitant a transmis un formulaire de demande d'examen au cas par cas des modifications envisagées sur son site (extension géographique, réorganisation de la plateforme, augmentation des capacités de production de support de culture, broyage de végétaux, augmentation des capacités de broyage de bois, ...). Le projet présenté par l'exploitant a donné lieu à une décision de non-soumission à évaluation environnementale. A noter que l'incendie a eu lieu sur une zone non autorisée dont la demande d'intégration au périmètre ICPE a été portée à la connaissance du préfet lors de la demande d'examen au cas par cas précitée. L'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance serait transmis en septembre 2023. L'analyse de l'incendie et le retour d'expérience qui sera fait seront à prendre en compte dans le PAC qui sera transmis. Demande n°15 : l'exploitant transmet sous un mois un plan de masse précisant les zones impactées par l'incendie (y compris, les tas qui ont été déplacés, les zones adjacentes épargnées, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois